

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 12 au 18
avril 2019

Région

La BID revoit ses prévisions de croissance dans la région à la baisse.

Argentine

L'inflation s'est élevée à 4,7% en mars, atteignant 54,7% en glissement annuel.

Le peso traverse une période de stabilité alors que la BCRA resserre son contrôle du taux de change et maintient une politique restrictive.

Le gouvernement annonce des mesures de contrôle des prix.

La perception qu'ont les marchés de l'Argentine se dégrade (CDS, risque pays).

Le cours des actions argentines chute à Wall Street.

13 entreprises envisagent un investissement de 995 M USD dans le pétrole offshore

Chili

Les députés donnent leur feu vert pour que le Chili rejoigne le TPP-11.

Selon l'OCDE, 47% des foyers chiliens appartiennent à la classe moyenne

Paraguay

Résultat de l'enquête de consensus de marché de la Banque centrale pour le mois d'avril : légère baisse des anticipations de croissance (-0,2 p.p., à 3,7%).

La BID appelle à plus d'investissements dans les infrastructures.

Uruguay

Le peso uruguayen continue de se déprécier, fermant à 34,24 pesos pour un dollar le 17 avril.

La production manufacturière s'est réduite de 2,5% en g.a. en février.

Le chômage se maintient à 8,4%, mais le taux d'activité poursuit sa chute en février (-0,9 p.p. en g.a.).

Le revenu moyen s'est légèrement contracté entre janvier et février.

Région

La BID revoit ses prévisions de croissance dans la région à la baisse.

Dans son dernier rapport macroéconomique, l'institution multilatérale estime que la croissance du PIB dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes sera inférieure à son potentiel en 2019, prévoyant une augmentation du PIB de 3,5% (contre 3,9% estimés l'année précédente). Sur la période 2019-2021, la croissance annuelle moyenne est attendue à 2,4%, avec toutefois d'importants risques négatifs liés à d'éventuels chocs internationaux.

Argentine



L'inflation s'est élevée à 4,7% en mars, atteignant 54,7% en glissement annuel.

Cette information a surpris les analystes, qui prévoient une hausse des prix aux alentours de 4%. L'IPC a en effet augmenté de 4,7% sur le mois, pour totaliser 11,8% au T1 2019 et 54,7% en glissement annuel. Les principales causes de l'inflation de mars sont les vêtements et chaussures (+6,6%) et les aliments (+6%), ces derniers expliquant à eux seuls 30% de l'inflation du mois de mars. Les prix de l'éducation, qui augmentent traditionnellement en ce mois de rentrée, ont également contribué (+17,9%). L'inflation ne provient pas particulièrement de mouvements saisonniers et des hausses de prix régulés puisque l'inflation sous-jacente se situe elle-même à 4,6%.

Le peso traverse une période de stabilité alors que la BCRA resserre son contrôle du taux de change et maintient une politique restrictive.

La Banque centrale a été la première, ce mardi 16 avril, à annoncer des mesures en réaction au mauvais chiffre d'inflation, des changements qui ont immédiatement reçu le soutien du FMI.

- La zone de non-intervention du cours USD/ARS est gelée pour le reste de l'année à son niveau du 16 avril : entre 39,75 et 51,45 pesos pour un dollar (alors que le couloir devait continuer à augmenter à un rythme mensuel de 1,75% au deuxième trimestre 2019 selon les termes de la troisième revue de l'accord avec le FMI).
- Jusqu'au 30 juin, la BCRA n'interviendra pas si le cours tombe en-dessous du plancher de la zone d'intervention.

- En revanche, si le cours dépasse le plafond, la Banque pourra intervenir en vendant jusqu'à 150 MUSD par jour, qui s'ajouteraient à la vente quotidienne de 60 MUSD par la BCRA pour le compte du Trésor, prévue dans la dernière revue du programme (jusqu'à la fin de l'année).
- La BCRA reste engagée à ne pas laisser le taux d'intérêt descendre en-deçà de 62,5% en avril et à ne pas autoriser de croissance de la base monétaire jusqu'en décembre 2019.

Le peso s'est apprécié de 3% par rapport au dollar entre le 10 et le 17 avril, une trajectoire singulière parmi la dynamique plus mitigée de l'ensemble des devises émergentes sur la même période.

Le gouvernement annonce des mesures de contrôle des prix.

A la suite de l'annonce des données de l'inflation, le 17 avril le gouvernement a annoncé plusieurs mesures complémentaires visant à contenir la hausse des prix et soutenir le pouvoir d'achat. Il n'y aura plus de hausse des tarifs publics, ni de certaines communications mobiles, en 2019. Les hausses d'ores et déjà annoncées des prix du gaz seront étalées sur l'année, pour la faire porter sur les consommateurs lors de l'été austral, période de moindre consommation. Un certain nombre d'autres mesures sont annoncées.

- Les autorités ont conclu un accord avec le secteur de la grande distribution pour geler les prix de 60 biens de première nécessité, alimentaires notamment, pendant six mois à compter du 22 avril..
- Des réductions comprises entre 10 et 25% sont prévues pour les personnes percevant des allocations de la sécurité sociale (18 millions de personnes concernées) pour leurs achats dans les supermarchés, de vêtements, d'électroménager et de tourisme.
- Des réductions comprises entre 20% et 70% sur les médicaments pour les ménages bénéficiant d'allocations familiales.
- Un élargissement du crédit subventionné pour les plus démunis : augmentation du plafond du montant alloué et du nombre de mensualités.
- Les entreprises exportatrices de viande s'engagent à écouler sur le marché domestique un quota hebdomadaire de 120 tonnes de morceaux de bœuf à un prix modéré (autour de 3,50 USD/kilo).
- Les dettes envers le fisc pourront être payées en plusieurs mensualités et les intérêts pour les retards de paiement seront réduits.
- Une loi est prévue visant le durcissement des mesures de lutte contre les abus de position dominante et des monopoles.
- Les PME exportant moins de 50 MUSD et dont les exportations augmentent cette année sont exemptées de taxe sur les exportations.

Le ministre de l'économie Nicolas Dujovne a estimé le coût de ces mesures à 9 Mds ARS (215 MUSD). Ce coût serait couvert par des économies dans le reste du budget fédéral et une amélioration des recettes fiscales et ne remettrait donc pas en cause l'objectif d'équilibre budgétaire primaire en 2019.

La perception qu'ont les marchés de l'Argentine se dégrade (CDS, risque pays).

Le risque pays a fait un nouveau soubresaut cette semaine, atteignant 835 points, à deux points du record depuis l'accession au pouvoir du président Mauricio Macri fin 2015. Les CDS ont également augmenté, atteignant 913 points le 18 avril (+20% depuis le début du mois), leur plus haut niveau depuis l'accord conclu avec les fonds procéduriers (dits « vautours ») en 2016.

Le cours des actions argentines chute à Wall Street.

La quasi-totalité des titres argentins cotés à New York ont fermé en baisse le 18 avril. Les valeurs bancaires sont celles qui ont le plus souffert : l'action du groupe Galicia a perdu 7,5%, Banco Francés 7,4%, Banco Macro 5,75% et Supervielle 5,4%. En dehors du secteur bancaire, le groupe Pampa Energia a vu son titre chuter de 5,3% et Telecom de 3,75%.

13 entreprises envisagent un investissement de 995 M USD dans le pétrole offshore

Le 16 avril, 38 zones disposant de réserves de pétrole et de gaz au large de la côte argentine ont été proposées aux entreprises pétrolières dans le cadre du « Concours Public international » pour une concession de 13 ans. Les autorités argentines attendaient des offres pour seulement 250 MUSD et en ont reçu pour un montant de 995 MUSD, mais sur les 38 zones proposées seulement 18 ont intéressé les investisseurs. Les concessions seront attribuées le 16 mai.

Chili

Les députés donnent leur feu vert pour que le Chili rejoigne le TPP-11.

La Chambre des députés a approuvé le 17 avril l'adhésion du Chili à cet accord trans-pacifique de coopération économique. La mesure doit désormais être présentée au Sénat, qui s'annonce favorable à une adhésion.

Selon l'OCDE, 47% des foyers chiliens appartiennent à la classe moyenne

Ces foyers sont définis par le fait qu'ils perçoivent des revenus entre 587 274 CLP et 1 566 066 CLP mensuels (c'est-à-dire entre 888 USD et 2370 USD ou encore 75 et 200% du revenu médian). Au sein de l'OCDE, en moyenne 61% des foyers appartiennent à la classe moyenne et la tendance est à la réduction de cette catégorie du fait de la hausse des inégalités et de la polarisation des revenus.

Paraguay

Résultat de l'enquête de consensus de marché de la Banque centrale pour le mois d'avril : légère baisse des anticipations de croissance (-0,2 p.p., à 3,7%).

Les analystes interrogés par la BCP estiment l'inflation à entre 3,1% et 4% en 2019 et à 4% en 2020. La moyenne des prévisions pour le taux de change est de 6210 PYG/USD pour la fin de l'année 2019 (soit -4%) et 6300 PYG/USD pour fin 2020. Le consensus de marché pour la croissance s'élève à 3,7% pour 2019 (une estimation revue à la baisse après 3,9% prévus en mars et 4% auparavant) et se maintient à 4% pour 2020. Les analystes ne prévoient pas de modification de taux directeur de la BCP jusqu'à fin 2020.

La BID appelle à plus d'investissements dans les infrastructures.

Un communiqué de la banque multilatérale de développement portant également sur l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Costa Rica, la Jamaïque et le Pérou, se concentre notamment sur les secteurs de l'électricité, du transport, des télécommunications, de l'eau et de l'assainissement. Pour ce qui est du Paraguay, ses infrastructures sont qualifiées de « déficientes » et la BID estime le montant de l'investissement nécessaire à 70% du PIB de 2017, qu'elle recommanderait de répartir sur plusieurs années à hauteur de 4% du PIB par an. La BID appelle également à un renforcement des capacités administratives en matière de gestion de projets.

Uruguay

Le peso uruguayen continue de se déprécier, fermant à 34,24 pesos pour un dollar le 17 avril.

Cette dynamique succède à une stabilité du taux de change autour de 32 pesos pour un dollar entre novembre 2018 et mars 2019, qui a notamment vu la Banque centrale intervenir pour limiter l'appréciation réelle de la devise en contexte d'inflation soutenue (l'inflation s'élève à 7,78% en mars en g.a.). Depuis la mi-mars, le peso poursuit une dépréciation nominale lente mais continue, dépassant son record historique (établi en octobre 2018) pour dépasser le seuil des 34 UYU/USD le 11 avril et se maintenant au-delà de ce seuil depuis.

La production manufacturière s'est réduite de 2,5% en g.a. en février.

Les heures travaillées par ouvrier se sont contractées de 5,6% sur la même période et l'indice de personnel occupé de 5,9%.

Le chômage se maintient à 8,4%, mais le taux d'activité poursuit sa chute en février (-0,9 p.p. en g.a.).

Le chômage conserve ainsi en février son niveau du mois précédent, qui est inférieur de 0,9 p.p à la valeur enregistrée au même mois de l'année 2018. Cependant, le taux d'emploi (57,1%) est également inférieur (de 0,2 p.p.) à celui relevé un an auparavant, du fait de la contraction de la population active.

Le revenu moyen s'est légèrement contracté entre janvier et février.

Le revenu moyen des personnes s'est élevé à 22 126 pesos (646 USD) en février, soit 208 UYU de moins que le mois précédent, tandis que le revenu des ménages a représenté 62 350 UYU (549 UYU de moins que le mois précédent). Les revenus dans la capitale sont plus élevés, présentant une forte disparité par rapport à ceux du reste du pays et ont également crû plus vite en glissement annuel.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenaosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova

Revu par : Bruno Ménat et Laurent Charpin

Version du 18 avril 2019